

Le dispositif français d'enquêtes sur l'activité de travail est, comparativement à la plupart des autres pays, particulièrement développé. Il comprend notamment des enquêtes sur les conditions de travail (CT), les pénibilités et les risques (Sumer), le rapport subjectif au travail (Travail et modes de vie), les technologies et le changement organisationnel (Totto puis Coi, ainsi que Réponse), la santé et les trajectoires professionnelles (Estev, Sip), sans compter les enquêtes sur des questions d'actualité (RTT et modes de vie). Il est ainsi possible d'observer, par morceaux, l'ensemble de la chaîne qui va des décisions prises par les entreprises en matière de technologie et d'organisation aux conséquences à long terme du travail sur la santé et la carrière des travailleurs.

Pourtant la France est loin d'être le pays où les questions du travail suscitent le plus d'intérêt de la part des responsables politiques ou des partenaires sociaux. On essaiera d'apporter quelques éléments d'explication à ce paradoxe. Le développement de la statistique du travail en France s'est fait à l'occasion de certaines conjonctures sociales, économiques et politiques particulières. Toutefois il convient aussi d'expliquer comment des conjonctures fugaces ont engendré un dispositif durable et comment des demandes hétérogènes ont engendré des outils permettant un cumul de connaissances. L'organisation du système statistique public, le fonctionnement du monde de la recherche, leur relative autonomie paraissent avoir joué un rôle important. Certains acteurs ont disposé de ressources personnelles et organisationnelles leur permettant de constituer progressivement un réseau d'acteurs et de techniques relativement vaste intervenant dans la conception, la réalisation et la réception des enquêtes sur le travail. Les conditions qui ont permis à ce réseau de se constituer et de tenir ne sont toutefois pas entièrement claires. On examinera en conclusion quelques forces et faiblesses du dispositif et on évoquera quelques facteurs susceptibles de le faire évoluer, notamment les réalisations et projets européens.